

Le nationalisme et la gauche au Québec Nationalism and the Left in Quebec

Daniel Béland et André Lecours

Volume 14, numéro 1, 2011

À courant et à contre-courant : les gauches québécoises depuis 1960

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005985ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1005985ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (imprimé)

1923-8231 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Béland, D. & Lecours, A. (2011). Le nationalisme et la gauche au Québec. *Globe*, 14(1), 37–52. <https://doi.org/10.7202/1005985ar>

Résumé de l'article

L'un des aspects les plus intéressants du nationalisme québécois depuis les années 1960 est son ancrage à gauche. Comparé aux nationalismes flamand et catalan, par exemple, le nationalisme québécois est le plus souvent associé aux politiques égalitaristes d'inspiration sociale-démocrate. Bien qu'il existe une faction néolibérale au sein du mouvement indépendantiste, le nationalisme québécois semble inséparable de l'idée que le Québec forme une « société distincte » non seulement en raison de sa langue et de sa culture, mais également en raison de son modèle économique et social. L'objectif de cet article est d'expliquer et d'illustrer cet ancrage à gauche du nationalisme québécois dans le champ des politiques économiques et sociales depuis les années 1960. Centré sur le Québec, mais incluant une discussion d'autres cas, l'article met l'accent sur les rapports entre les acteurs, les idées économiques et les institutions politiques, notamment les partis.

Les idéologies politiques, qui sont généralement associées à la dichotomie gauche/droite, influencent toute une gamme de forces politiques, incluant le nationalisme. Historiquement, le nationalisme peut être de droite ou de gauche et, dans le même pays, l'orientation idéologique d'un mouvement nationaliste peut changer parfois rapidement au fil des ans. Au Québec, le conservatisme social et le libéralisme économique qui caractérisaient le nationalisme canadien-français de l'époque Duplessis cédèrent le pas à une vision sociale-démocrate qui s'imposa durant les années 1960 et 1970. Dans une perspective comparative, un aspect particulièrement intéressant du nationalisme québécois depuis les années 1960 est d'ailleurs son ancrage à gauche. Par rapport aux nationalismes flamand et catalan, par exemple, le nationalisme québécois est le plus souvent associé aux politiques égalitaristes d'inspiration sociale-démocrate. Bien qu'il existe une faction néolibérale au sein du mouvement indépendantiste, le nationalisme québécois est associé à l'idée que le Québec forme une « société distincte » non seulement en raison de sa langue et de sa culture, mais également en raison de son modèle économique et social. Mettant l'accent sur les questions socio-économiques plutôt que sur les thèmes moraux et religieux, cet article tente d'expliquer et d'illustrer l'ancrage à gauche du nationalisme québécois dans le champ des politiques économiques et sociales depuis les années 1960. Centré sur le Québec, mais incluant une discussion d'autres mouvements nationalistes, l'article met l'accent sur les rapports entre acteurs sociaux, idées économiques et institutions politiques, notamment les partis.

La première section de l'article présente brièvement les questions conceptuelles et théoriques liées à l'analyse de l'orientation idéologique des mouvements nationalistes. Après quelques remarques sur la période duplessiste, la deuxième section de l'article analyse la transformation idéologique du nationalisme québécois durant la Révolution tranquille. La troisième section met l'accent sur les années 1970, marquées notamment par une alliance entre le Parti québécois, les syndicats et les mouvements féministes. La quatrième section explore les fluctuations de l'idéal social-démocrate au sein du nationalisme québécois dans les vingt dernières années. La cinquième section place le Québec dans une perspective comparée afin d'expliquer l'enracinement à gauche du mouvement nationaliste depuis les années 1960.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'analyse de la relation entre nationalisme et idéologie suggère une discussion préalable de la dichotomie gauche/droite et de la nature du nationalisme. Qu'est-ce qu'impliquent les termes de *gauche* et de *droite*, exactement? Loin

de renvoyer à des visions du monde immobiles et indépendantes les unes des autres, la dichotomie gauche/droite concerne les rapports dialogiques entre des acteurs et des partis qui se réclament d'un camp idéologique ou de l'autre dans le contexte d'une lutte politique historiquement située. Vu sous cet angle, le contenu politique des catégories « gauche » et « droite » peut fluctuer au fil des ans, même si la première catégorie renvoie généralement à l'égalité et la seconde à l'autorité et à la liberté individuelle¹, car les idéologies politiques se redéfinissent constamment les unes par rapport aux autres dans un contexte social et politique qui n'a rien de statique. Ici, le concept d'« idéologie politique » ne renvoie d'ailleurs pas à la vision marxiste axée sur l'opposition entre « infrastructure » et « superstructure », mais à la création d'idées sociales et politiques qui aident les acteurs à interpréter le monde qui les entoure tout en participant à des combats électoraux et partisans². Cette vision dynamique et dialectique des idéologies politiques et, plus précisément, de la dichotomie gauche/droite permet de mieux saisir l'articulation contingente entre un mouvement nationaliste et une orientation idéologique particulière.

Le nationalisme peut être compris à la fois comme idée³ et comme forme d'action politique⁴. En tant qu'idée, le nationalisme correspond à la notion que les unités nationale et politique doivent être congruentes⁵. D'un point de vue idéologique, le nationalisme n'a pas d'ancrage particulier à gauche ou à droite. Plusieurs, surtout en Europe, associent nécessairement le nationalisme non seulement à la droite mais à l'extrême droite. Par exemple, les écrits des théoriciens romantiques du nationalisme tels Fichte et Herder, qui glorifiaient la nation pour promouvoir l'unité politique du peuple allemand, ont souvent été interprétés comme l'expression de l'idée qu'il existerait une hiérarchie entre les groupes nationaux. De plus, l'accent que met le nationalisme sur l'unité et la cohésion d'une communauté peut renvoyer à des valeurs conservatrices. Pourtant, cette unité et cette cohésion peuvent aussi s'articuler autour de valeurs plus caractéristiques de la gauche telles l'égalité et la solidarité sociale. Un examen empirique du nationalisme, compris comme une forme d'action politique, établit clairement la variabilité idéologique du nationalisme. Bien que l'histoire politique européenne, plus

✦ ✦ ✦

1. Noberto BOBBIO, *Droite et gauche*, Paris, Le Seuil, 1996.

2. Michael FREEDEN, *Ideologies and Political Theory. A Conceptual Approach*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

3. Hans KOHN, *The Idea of Nationalism. A Study in its Origins and Background*, New York, Macmillan, 1944.

4. Paul BRASS, *Ethnicity and Nationalism. Theory and Comparison*, London, Sage, 1991.

5. Ernest GELLNER, *Nations and Nationalism*, Oxford, Blackwell, 1983.

particulièrement la destruction produite par le régime nazi, contribue au fait que plusieurs observateurs pensent que le nationalisme est nécessairement de droite, l'existence d'une panoplie de mouvements nationalistes de gauche invalide ce préjugé. Pensons, par exemple, aux mouvements nationalistes de la décolonisation qui s'inspiraient de principes révolutionnaires marxistes ou, dans une perspective plus contemporaine, aux nationalismes écossais ou québécois. Un mouvement nationaliste peut aussi comporter un pluralisme idéologique, ce qui peut rendre difficile sa caractérisation en termes de droite ou de gauche⁶. Les nationalismes basque et catalan, par exemple, sont plutôt de centre droit, mais incluent des factions de gauche (dans le cas basque, de la gauche révolutionnaire). Le cas du Québec nous montre aussi que l'idéologie d'un mouvement nationaliste peut changer au fil du temps.

Qu'est-ce qui peut expliquer l'ancrage idéologique du nationalisme ? À partir de la littérature sur le nationalisme et sur le régionalisme (*territorial politics*), nous pouvons formuler trois hypothèses. Premièrement, un nationalisme prendra l'orientation idéologique (de gauche ou de droite) que lui donneront ses fondateurs et ses leaders. En effet, plusieurs auteurs ont bien montré l'importance des élites politiques⁷, ou encore des intellectuels et de l'intelligentsia⁸, dans la forme que prend un mouvement nationaliste, dans les objectifs qu'il se donnera et les méthodes qu'il emploiera. Sous cet angle, on pourrait penser, par exemple, qu'un mouvement nationaliste instigué et mené par la bourgeoisie sera d'obédience libérale tandis qu'un autre dans lequel les syndicats jouent un rôle capital penchera vers la gauche. Deuxièmement, l'idéologie d'un mouvement nationaliste dépendra de la situation socio-économique relative de la communauté qu'il dit représenter. Les études sur le régionalisme mettent ainsi l'accent sur les inégalités économiques territoriales pour expliquer la dimension territoriale du politique⁹, une vision partagée également par certains spécialistes du nationalisme¹⁰. Dans ce contexte, il est probable que les mouvements nationalistes œuvrant dans les régions plus pauvres d'un pays s'ancreront à gauche tandis que ceux associés à des régions plus riches tendront à s'ancrer à

✦ ✦ ✦

6. Michael KEATING, *Nations against the State. The New Politics of Nationalism in Quebec, Catalonia and Scotland*, London, MacMillan, 1996.

7. Paul BRASS, *op. cit.*

8. Anthony D. SMITH, *The Ethnic Origins of Nations*, New York, Blackwell, 1986 et *National Identity*, Reno, University of Nevada Press, 1991.

9. Michael KEATING et John LOUGHLIN (dir.), *The Political Economy of Regionalism*, London, Frank Cass, 1997.

10. Michael HECHTER, *Internal Colonialism. The Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*, Berkeley, University of California Press, 1975.

droite. Finalement, nous pouvons proposer une troisième hypothèse liée à la compétition politique et électorale issue du nationalisme. Puisqu'un mouvement nationaliste s'oppose à l'État central, nous pouvons penser qu'il sera porté à prendre des couleurs politiques différentes des partis qui défendent le plus farouchement les positions nationales (étatiques). Dans cette perspective, un mouvement nationaliste serait de gauche si la politique nationale (étatique) était dominée par des forces de droite et vice-versa.

Pour confronter ces trois hypothèses à la réalité empirique québécoise, retraçons brièvement l'évolution du nationalisme au Québec dans ses rapports aux idées de gauche et de droite.

LA GAUCHE, LE NATIONALISME ET LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

Avant la Révolution tranquille, sur les plans idéologique et politique, le nationalisme canadien-français était nettement marqué à droite. Influencé par l'Église et associé à l'Union nationale de Maurice Duplessis, ce nationalisme n'était pas seulement défini par l'éloge des valeurs familiales et religieuses, mais aussi par la promotion d'une vision libérale selon laquelle le rôle de l'État dans la société canadienne-française devrait être strictement limité pour ne pas entraver le déploiement de l'économie de marché ainsi que la mission sociale de l'Église, placée au cœur de la vision sociale-nationaliste qui dominait alors¹¹. De ce point de vue, l'expansion de l'État social fédéral durant les années 1940 et 1950 était considérée comme une menace envers la sacro-sainte « autonomie provinciale » et une attaque contre le modèle social et religieux canadien-français. Cette remarque explique l'opposition féroce du gouvernement Duplessis à la création du programme fédéral d'allocations familiales en 1944. Pour les nationalistes comme Duplessis, le fait que ce programme universel défavorisait explicitement les familles nombreuses le rendait incompatible avec les valeurs familiales (catholiques) au centre du projet nationaliste canadien-français. Plus généralement, l'opposition duplessiste à l'expansion de l'État social fédéral constituait autant une affirmation de l'autonomie de la province dans le contexte du fédéralisme canadien qu'une défense idéologique de valeurs traditionnelles inséparables du nationalisme de droite qui caractérisait le duplessisme¹².

✦ ✦ ✦

11. Gilles BOURQUE, Jules DUCHASTEL et Jacques BEAUCHEMIN, *La société libérale duplessiste, 1944-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1994.

12. Dominique MARSHALL, « Nationalisme et politiques sociales au Québec depuis 1867 : Un siècle de rendez-vous manqués entre l'État, l'Église et les familles », *British Journal of Canadian Studies*, vol. 9, 1994, p. 301-347.

Le rapport entre le nationalisme et la gauche changea rapidement durant la Révolution tranquille. Au centre de ce projet de modernisation de la société québécoise s'imposait alors l'idée d'un rôle économique et social beaucoup plus actif de l'État québécois. Au lieu d'imiter Duplessis et de critiquer l'expansion de l'État fédéral au nom de valeurs traditionnelles et d'un nationalisme défensif, les artisans de la Révolution tranquille comme Jean Lesage et René Lévesque mirent l'accent sur le rôle positif de l'État québécois dans l'économie de la province. Pour eux, l'État québécois devait tout mettre en œuvre pour stimuler le développement économique, mais également pour favoriser l'ascension sociale des francophones. Ainsi, on peut parler d'une réconciliation entre le nationalisme et l'interventionnisme étatique, tant dans le domaine économique que social. Dans ce nouveau contexte idéologique durant lequel la nation s'identifie à la province de Québec plutôt qu'au « Canada français » en général, la mobilisation nationaliste contre le gouvernement fédéral prit un nouveau sens et devint synonyme d'expansion de l'État québécois plutôt que d'une défense du libéralisme économique et du conservatisme social. Dans le champ économique comme en matière de politiques sociales, nationalisme et expansion de l'État allaient de pair, à condition que cette expansion soit principalement québécoise plutôt que fédérale et canadienne. C'est ce qui explique la décision de Québec de promouvoir des politiques sociales décentralisées financées en partie par Ottawa mais administrées par les provinces, comme c'est le cas de l'assurance-maladie¹³. En ce qui concerne les politiques économiques, la nationalisation de l'électricité et la création de la Caisse de dépôt et placement du Québec devinrent des symboles d'un nouveau nationalisme de centre gauche pour lequel l'expansion de l'État et l'émancipation de la nation québécoise devinrent largement synonymes.

Bien qu'il faille se garder d'exagérer la rupture culturelle et religieuse associée à la Révolution tranquille¹⁴, il est clair que ce moment historique correspond à une réorientation idéologique du nationalisme québécois. Même si la frange conservatrice du nationalisme québécois n'est pas entièrement disparue durant les années 1960, le nationalisme s'orienta vers la gauche, en ce sens qu'une réconciliation entre celui-ci et un étatsisme axé sur la redistribution sociale et le développement économique s'est produite.

✦ ✦ ✦

13. Gerard W. BOYCHUK, *National Health Insurance in the United States and Canada. Race, Territory, and the Roots of Difference*, Washington DC, Georgetown University Press, 2008.

14. E.-Martin MEUNIER et Jean-Philippe WARREN, *Sortir de la « grande noirceur » : l'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Sillery, Septentrion, 2002.

Mais, durant les années 1960 et 1970, la gauche demeurait divisée entre ses tendances modérées et sociales-démocrates, d'une part, et les mouvements radicaux influencés par l'idéologie marxiste, d'autre part¹⁵. Cette tension entre la gauche modérée et la gauche radicale deviendra un enjeu essentiel lors de la formation et du développement initial du Parti québécois (PQ), qui devint rapidement le porte-étendard de la social-démocratie *et* de la frange souverainiste du mouvement nationaliste québécois. Dans les années 1970, cette fusion entre le projet souverainiste et l'idéal social-démocrate devint une caractéristique essentielle du nationalisme québécois.

LE PARTI QUÉBÉCOIS ET LA GAUCHE

La progression du PQ dans les années 1970 est au cœur de l'imbrication du nationalisme, de la gauche et des préférences pour les politiques économiques et sociales progressistes. Le trait unificateur de ces trois dimensions, tel qu'on le retrouvait au sein du PQ, est la notion de social-démocratie. Bien sûr, le PQ est né d'une certaine diversité idéologique qui a depuis survécu, au moins en partie. Les membres du Mouvement souveraineté-association, issus du Parti libéral du Québec, formaient le cœur du nouveau parti lorsqu'il fut formé en 1968, mais ils devaient coexister avec les partisans du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), inspiré par une gauche révolutionnaire, ainsi que les membres du Ralliement national, un parti de centre droit dont la direction avait approuvé l'intégration au PQ. Malgré cette diversité originelle, le PQ s'est rapidement affiché comme un parti social-démocrate. Il mariait alors nationalisme et social-démocratie en associant les idées de libération et d'émancipation à la fois à une lutte nationale et à une mobilisation de classe marquée par le clivage linguistique. En d'autres termes, le PQ affirmait que le Québec se devait de devenir indépendant non seulement pour libérer la nation québécoise d'un État qui ne lui appartenait pas et ne le représentait pas, mais aussi pour faciliter la pleine émancipation socio-économique des francophones de la province.

L'articulation par le PQ d'idéaux sociaux-démocrates signifiait au moins deux choses. Tout d'abord, les courants radicaux liés au marxisme révolutionnaire allaient être marginalisés au sein du PQ et largement écartés du système de partis québécois. Comme le PQ y renonçait et que le scrutin électoral majoritaire québécois ne favorisait pas la représentation électorale des petits partis, il était fort improbable qu'un parti indépendantiste radical

✦ ✦ ✦

15. Léon DION, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Éditions Hurbubise HMM, 1975.

puisse devenir une force politique permanente au Québec. Ensuite, la social-démocratie du PQ, combinée à l'héritage interventionniste des années 1960 et à la « valorisation du politique¹⁶ » qui en découle, voulait dire que l'État allait être considéré comme un instrument d'action non seulement légitime mais nécessaire et approprié. Dans les mots de René Lévesque : « L'État doit être pour nous, Canadiens français, une des notions les plus précieuses, parce que nous sommes une nation minoritaire. Il faut que les Canadiens français se servent de leur État pour se tirer de leur situation d'asservissement¹⁷ ». Pour ce qui est des politiques économiques et sociales, la social-démocratie impliquait que le collectivisme et l'égalité allaient être au centre de la mise en œuvre de nouvelles politiques. Dès son arrivée au gouvernement en 1976, par exemple, le PQ augmente le salaire minimum dans la province (le rendant le plus élevé en Amérique du Nord) et introduit une série de programmes visant à augmenter la protection sociale au Québec (notamment la gratuité des médicaments pour les personnes âgées et celle de soins dentaires pour les enfants)¹⁸.

Le lien entre la gauche et le PQ se matérialisa non seulement sur le plan des idées économiques et sociales, mais aussi à travers des alliances très concrètes, bien que complexes, avec deux acteurs de la société civile : les syndicats et les organisations féministes. Dans son étude du mouvement ouvrier et de la question nationale au Québec entre 1948 et 1968, Roch Denis juge que « Tout, pendant ces années, au Québec, tourne finalement autour de deux axes centraux : celui du développement de la lutte contre l'oppression nationale [...] et celui de la lutte pour la conquête de l'indépendance des travailleurs¹⁹ ». Certes, il est incontestable que l'action ouvrière a alimenté la Révolution tranquille (la grève de l'amiante de 1949 et sa mythification ultérieure en sont un exemple frappant) et que le virage à gauche du nationalisme est antérieur à la création du PQ. Par contre, la rencontre de ces deux « axes » (social-démocratie et nationalisme souverainiste) s'opère vraiment dans les années 1970 au sein du PQ. Les divisions au sein du Parti libéral du Québec au milieu des années 1960 avaient placé les syndicats, qui contemplaient activement la création d'un parti ouvrier, dans une période



16. Léon DION, *La révolution dérouterie, 1960-1976*, Québec, Boréal, 1998.

17. Jean PROVENCHER, *René Lévesque. Portrait d'un Québécois*, Montréal, La Presse, 1973.

18. Kenneth MCROBERTS, *Quebec. Social Change and Political Crisis*, Don Mills, Oxford University Press, 1993 (troisième édition), p. 268.

19. Roch DENIS, *Luttes de classe et question nationale au Québec*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, p. 11.

d'attente²⁰. La création du PQ en 1968 « marquera leur orientation et leur action politique²¹ ». L'attrait de la synergie entre émancipation nationale et émancipation sociale explique d'ailleurs que les syndicats québécois décident de forger une « nouvelle alliance²² » avec le PQ. De plus, le programme du PQ « annonçait une volonté de reconnaissance institutionnelle du mouvement ouvrier qui dépassait tout ce qu'on avait connu : promesses d'application universelle de la formule Rand et de l'atelier syndical, accréditations multipatronales [*sic*], entre autres²³ ». L'alliance avec les syndicats, dans le contexte d'une hausse rapide du taux de syndicalisation, allait aider le PQ à se développer en véritable parti de masse. Dans le cadre de la campagne référendaire de 1980, les trois grandes centrales syndicales (CSN, FTQ, CEQ) ont toutes manifesté leur rejet du fédéralisme canadien et leur appui à l'autodétermination du Québec, sans toujours prendre officiellement position pour le camp du Oui.

La relation entre le PQ et le mouvement féministe québécois est un peu plus complexe. En termes généraux, les notions d'émancipation et de libération nationale et sociale au cœur du projet souverainiste faisaient écho aux considérations et au discours égalitariste et émancipateur du féminisme québécois. Le slogan du Front de libération des femmes (FLF), par exemple, était : « Pas de libération des femmes sans libération du Québec et pas de libération du Québec sans libération des femmes²⁴ ». Par contre, le féminisme radical d'extrême-gauche du FLF se mariait difficilement avec le pragmatisme et l'« étapisme » du PQ. Malgré tout, les organisations féministes radicales manifestaient généralement leur appui au PQ et à la souveraineté. Le PQ, quant à lui, s'est doté de structures internes (par exemple, un Comité national de la condition féminine) visant à promouvoir les enjeux propres aux femmes²⁵. Le lien entre les mouvements féministes et le projet souverainiste favorisa le soutien féministe envers le Oui lors du référendum de 1980 (via, par exemple, une organisation nommée Regroupement des femmes québécoises pour l'indépendance), mais cet appui ne s'est pas diffusé



20. Roch DENIS et Serge DENIS, *Les syndicats face au pouvoir*, Montréal, Vermillon, 1992, p. 35-41.

21. *Ibid.*, p. 21.

22. *Ibid.*, p. 63-75.

23. *Ibid.*, p. 77.

24. Chantal MAILLÉ, *Cherchez la femme. Trente ans de débats constitutionnels au Québec*, Montréal, Remue-ménage, 2002, p. 57.

25. Ginette LEGAULT, Guy DESROSIERS et Évelyne TARDY, *Militer dans un parti provincial. Les différences entre les femmes et les hommes au PLQ et au PQ*, Montréal, Centre de recherche féministe (Université du Québec à Montréal), 1988, p. 112.

chez les femmes en général, comme l'a démontré l'épisode spectaculaire – et coûteux pour le camp souverainiste – des « Yvettes ».

LE NÉOLIBÉRALISME ET AU-DELÀ ?

Les années 1980 furent le théâtre d'un changement graduel des rapports entre le nationalisme québécois et le projet social-démocrate, qui était en perte de vitesse sur le plan idéologique. Avec la montée du néolibéralisme et de l'inséparable quête d'équilibre budgétaire, l'ancrage à gauche du Parti québécois semblait moins profond que durant les années 1970. Il s'agit évidemment d'un changement qui ne se limite pas au Québec, en ce sens que, sur le plan international, la social-démocratie connaissait une crise d'identité se manifestant notamment par les défaites successives du Parti travailliste britannique, le triomphe du reaganisme aux États-Unis et la transformation libérale du Parti socialiste français durant les années Mitterrand. Ébranlé par la récession de 1982 et les attaques de la droite contre le keynésianisme et l'étatisme en général, le projet social-démocrate battait de l'aile, au Québec comme ailleurs au Canada et dans le reste du monde. Dans ce contexte, par exemple, le deuxième gouvernement péquiste (1981-1985) adopta un programme social moins ambitieux que son prédécesseur et s'attira aussi les foudres des syndicats en raison de ses positions rigides dans les négociations de conventions collectives du secteur public. Dans le contexte du débat sur le libre-échange plus tard dans la décennie, de nombreux leaders souverainistes appuyèrent l'accord entre le Canada et les États-Unis. Pour eux, le libre-échange était une bonne chose sur le plan politique, car il permettait de favoriser l'expansion d'une logique continentale marquée par les échanges nord-sud aux dépens de l'axe est-ouest qui caractérisait l'économie canadienne depuis ses origines²⁶. Marquée par une célébration de l'*entrepreneurship* et un retour du Parti libéral au pouvoir, la seconde moitié des années 1980 confirma ce déclin relatif de la flamme sociale-démocrate au Québec. Peut-être plus important encore, la fin des années 1980 et le début des années 1990 furent marqués par d'intenses négociations constitutionnelles entre Ottawa et les dix provinces conduisant aux ententes du Lac Meech et de Charlottetown. Implicitement, ces négociations contribuèrent à la marginalisation de la « question sociale » dans le débat sur l'avenir de la nation québécoise. Comme on le sait, l'échec de ces négociations favorisera une remontée rapide

✦ ✦ ✦

26. Pierre MARTIN, « When Nationalism Meets Continentalism : The Politics of Free Trade in Québec », *Regional and Federal Studies*, vol. 5, 1995, p. 1-27.

de l'option souverainiste durant la première moitié des années 1990. Cette montée culminera dans la campagne référendaire de 1995, au cours de laquelle la « question sociale » joua seulement un rôle de second plan. En fait, l'idée si populaire au cours des années 1970 selon laquelle l'indépendance du Québec pourrait mener à la réalisation du projet social-démocrate fut presque complètement absente durant cette campagne référendaire.

Après la démission de Jacques Parizeau et l'arrivée de Lucien Bouchard à la tête du gouvernement du Parti québécois, ce projet social-démocrate semblait totalement en porte-à-faux avec les efforts de compression budgétaire. Toutefois, les gouvernements péquistes d'après 1995 mirent aussi en œuvre de nouveaux programmes sociaux telles les garderies à cinq dollars, qui plurent notamment aux organisations féministes. Néanmoins, les années Bouchard exacerbèrent les tensions idéologiques au sein du mouvement souverainiste, une situation qui favorisa notamment le départ de certains militants de gauche du Parti québécois et la création dès 1996 du Rassemblement pour l'alternative progressiste, un groupe qui participera six ans plus tard à l'avènement de l'Union des forces progressistes. Malgré tout, l'appui des syndicats envers le PQ demeura fort et plusieurs syndicalistes continuèrent à s'investir dans le parti (par exemple, Monique Richard et Marc Laviolette). Le lien avec le mouvement féministe, par contre, s'affaiblit un peu plus. En 2000, lors du rassemblement final de la Marche mondiale des femmes au Québec, la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, s'interrogea sur l'utilité de penser à une option politique de gauche. En 2006, en compagnie de l'Union des forces progressistes, son Option citoyenne sera d'ailleurs l'un des éléments fondateurs de la coalition de gauche Québec solidaire. Répondant à des détracteurs souverainistes qui lui reprochaient de ne pas soutenir le PQ, David affirma qu'elle ne faisait plus confiance à ce parti qui l'avait souvent déçue ; l'objectif principal de ce parti n'étant que la souveraineté comme fin en soi, la construction « d'un Québec de solidarité sociale » n'y faisait pas l'unanimité²⁷.

Malgré l'approche plutôt centriste du PQ depuis le référendum de 1995, le parti reste généralement associé à la gauche. Dans le débat de société opposant « lucides » et « solidaires », par exemple, le PQ prend toujours position en faveur de ces derniers. Bien sûr, certains « lucides » tels Lucien Bouchard et Joseph Facal proviennent du PQ, mais leur préoccupation pour

✦ ✦ ✦

27. Françoise DAVID, *Bien commun recherché. Une option citoyenne*, Montréal, Écosystème, 2004, p. 17-18.

l'austérité fiscale et la quasi-absence de références à la solidarité sociale dans leur discours politique leur ont attiré des critiques de la part des instances du parti. Il faut remarquer que cette défense de la social-démocratie se fait par les « modérés » du parti ; en fait, en 2010, les « radicaux » des Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ libre) se sont vu enlever leur statut officiel au sein du parti. Malgré tout, de manière plus générale, le lien durable qui existe entre, d'une part, le PQ, et d'autre part, les syndicats, les organisations féministes et une constellation d'organismes communautaires favorise le positionnement social-démocrate du PQ. Dans l'ensemble, le nationalisme québécois penche également toujours vers la gauche. Les politiques sociales distinctes du Québec, tel son système public de garderies, qui est considéré comme un modèle par les féministes des autres provinces canadiennes, permettent de célébrer l'égalitarisme et l'esprit progressiste comme des caractéristiques distinguant la nation québécoise par rapport au reste du Canada. De ce point de vue, malgré certaines tensions idéologiques au sein du Parti québécois, les politiques sociales et les valeurs de gauche demeurent un aspect clé du nationalisme québécois²⁸. Bien que la montée de l'Action démocratique du Québec dans les années 2000 puisse être interprétée comme une tentative pour orienter durablement un segment du nationalisme vers la droite, son échec cuisant lors de l'élection québécoise de 2008 et le départ de son chef Mario Dumont ont montré que revendiquer un nationalisme de droite dans le Québec contemporain est un exercice difficile sur le plan électoral. L'une des difficultés ici est qu'il existe deux droites nationalistes au Québec et que leur coexistence organisationnelle s'avère pour le moins problématique. La première faction est constituée d'abord et avant tout de libéraux classiques (c'est-à-dire sympathiques au libre marché) tandis que la deuxième regroupe des conservateurs sociaux qui, par exemple, s'inquiètent de la dilution de l'héritage canadien-français au Québec. Cette droite ou plutôt ces droites nationalistes sont à la recherche d'un véhicule politique électoralement viable qui pourrait les aider à affaiblir le lien encore dominant entre l'identité nationale québécoise et la gauche modérée. Voyons maintenant comment s'explique le positionnement idéologique d'un mouvement nationaliste comme celui du Québec à l'aide d'un bref examen comparatif.

✦ ✦ ✦

28. Daniel BÉLAND et André LECOURS, *Nationalism and Social Policy. The Politics of Territorial Solidarity*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

DISCUSSION

Considérons, en revoyant nos hypothèses de départ, ce que le cas du Québec peut nous apprendre sur les déterminants du positionnement idéologique des mouvements nationalistes. Tout d'abord, qu'en est-il de l'importance des élites qui sont au cœur d'un mouvement nationaliste ? Les acteurs principaux de la Révolution tranquille, nous le savons, représentaient une nouvelle bourgeoisie de professionnels salariés. Il n'y avait donc pas là de lien évident avec la gauche. Toutefois, comme nous l'avons vu, le Parti québécois, même s'il a été fondé par des membres de l'élite de la Révolution tranquille tel René Lévesque, s'est rapidement allié aux syndicats et à d'autres forces politiques de gauche. Ensuite, l'idée que l'idéologie d'un mouvement nationaliste soit le produit de la territorialisation de l'économie politique ne se vérifie pas clairement dans le cas du Québec. Bien sûr, le Québec n'était pas l'une des provinces les plus riches et l'argument selon lequel l'indépendance était nécessaire pour libérer les Québécois de la domination économique canadienne-anglaise était bien présent, mais il était surtout associé à un courant minoritaire du nationalisme québécois et inséparable d'une gauche révolutionnaire. De plus, le nationalisme au Québec est demeuré de gauche malgré le fait que la province ait effectué un rattrapage considérable sur le plan économique par rapport au reste du Canada. Enfin, il ne semble pas que l'idéologie des gouvernements fédéraux ait influencé l'idéologie du nationalisme québécois. En effet, les gouvernements libéraux des années 1960 et 1970 (ceux de Pearson et de Trudeau) étaient de centre gauche, ce qui veut dire que le positionnement idéologique du nationalisme québécois ne s'est pas fait en réaction à celui du gouvernement fédéral.

Voyons maintenant si un bref examen d'autres mouvements nationalistes dans les sociétés occidentales peut enrichir l'analyse du cas québécois. Le cas de la Flandre, où le nationalisme est généralement marqué à droite, suggère que la nature des élites nationalistes est importante : le nationalisme flamand s'est constitué sous l'impulsion de la démocratie chrétienne et y est demeuré fortement associé. On peut tirer une conclusion similaire pour les cas basque et catalan, tous deux essentiellement de centre droit : le nationalisme catalan est issu de la bourgeoisie tandis que le nationalisme basque trouve ses origines chez des élites ultraconservatrices²⁹. La bourgeoisie catalane est demeurée fortement associée au nationalisme tandis qu'au Pays

✦ ✦ ✦

29. Daniele CONVERSI, *The Basque, the Catalans and Spain. Alternative Routes to Nationalist Mobilization*, London, Hurst, 1997.

basque, malgré le déclin de la xénophobie du début du XX^e siècle, l'Église et la démocratie chrétienne sont demeurées des forces politiques étroitement liées au mouvement nationaliste modéré. Dans le cas de l'Écosse, il n'y a pas d'association claire entre l'idéologie de gauche du mouvement nationaliste et ses élites fondatrices. En fait, le Scottish National Party (SNP) fut formé plutôt comme un parti de droite³⁰. Pour ce qui est de la position idéologique du nationalisme écossais, son déterminant le plus important fut sans aucun doute l'idéologie des gouvernements britanniques dans les années 1980. En effet, le changement idéologique du SNP (de la droite vers la gauche) s'est produit en réaction aux positions des gouvernements de Margaret Thatcher, qui combinait néolibéralisme avec une vision du Royaume-Uni moins axée sur l'autonomie de ses communautés nationales constituantes que ses prédécesseurs³¹. Par contre, les cas flamand, basque et catalan ne témoignent d'aucune relation claire entre l'idéologie d'un mouvement nationaliste et celle des gouvernements centraux. La Belgique du XX^e siècle connut des gouvernements de différentes orientations idéologiques tandis que les nationalismes basque et catalan se sont développés surtout face à des dictatures de droite, mais sont tout de même demeurés de droite dans leur orientation dominante. Quant à l'idée que l'idéologie d'un mouvement nationaliste est fonction du niveau de développement relatif de sa région, elle ne se vérifie clairement pas dans ces trois cas. Le nationalisme flamand est de droite³², mais il s'est développé dans un contexte où la Flandre était plus pauvre que la Wallonie (une situation qui s'est inversée depuis les années 1960). La Catalogne a toujours été l'une des régions les plus riches d'Espagne ; le Pays basque, quant à lui, ne l'est devenu que plus récemment. L'Écosse, de son côté, est depuis longtemps plus pauvre que le sud de l'Angleterre.

Quelles leçons pouvons-nous donc tirer de ces remarques comparatives ? Il semble que la nature des élites qui développent un mouvement nationaliste soit particulièrement déterminante pour l'orientation idéologique qu'il prendra. Ce constat est assez peu surprenant puisque les élites politiques tentent normalement d'attribuer à une communauté qu'elles veulent représenter leurs propres caractéristiques socio-économiques. Plus étonnant est le fait que la territorialisation de l'économie politique et l'idéo-



30. Sur l'histoire du SNP, voir : Peter LYNCH, *SNP. The History of the Scottish National Party*, Cardiff, Welsh Academic Press, 2002.

31. Daniel BÉLAND et André LECOURS, *op. cit.*

32. Kris DESCHOUWER, « Comprendre le nationalisme flamand », *Fédéralisme/Régionalisme*, 1999-2000, p. 81-89.

logie des gouvernements centraux ne semblent pas être un déterminant fondamental de l'orientation idéologique des mouvements nationalistes.

Qu'est-ce qui fait, donc, qu'un mouvement nationaliste soit de gauche ? En plus de la nature de ses élites, le cas du Québec peut suggérer une autre piste de réflexion. Les dirigeants de la Révolution tranquille, et tous les politiciens provinciaux québécois par la suite, s'associent fortement au concept d'État québécois, vu comme étant la seule force capable de protéger la différence culturelle québécoise tout en étant l'instrument par excellence devant servir à l'émancipation sociale et au rattrapage économique des francophones de la province. Cette identification idéologique et politique avec une image positive de l'État pourrait expliquer en grande partie le positionnement idéologique du nationalisme québécois depuis les années 1960. Les communautés nationales minoritaires n'ont pas toutes le même rapport à l'État³³. En Espagne, par exemple, les nationalismes basque et catalan se sont construits en opposition à l'État espagnol qui, historiquement, s'est vu associé à la dictature et à la répression. De plus, ni la Catalogne ni le Pays basque n'avaient une expérience substantielle d'autonomie politique avant 1978, ce qui peut expliquer pourquoi la notion d'État continue de n'être associée qu'à l'Espagne dans son ensemble³⁴. Cette absence d'une tradition d'autonomie politique, et donc d'une expérience historique avec les institutions politiques de gouvernement, se remarque aussi en Écosse (qui fut sans institutions politiques autonomes de 1707 à 1999) et en Flandre (la Belgique n'amorça son processus de fédéralisation qu'en 1970). Sous cet angle comparatif, l'autonomie institutionnelle et sociétale des provinces inséparables du fédéralisme canadien depuis 1867 pourrait expliquer en partie l'étatisme et l'orientation à gauche du nationalisme québécois³⁵. Ainsi, de manière ironique, les institutions canadiennes décrites par les souverainistes rendraient au moins en partie compte de la vision de gauche qu'ils mobilisent pour distinguer le Québec du reste du Canada sur le plan idéologique.



33. Michael KEATING, *Plurinational Democracy: Stateless Nations in a Post-Sovereign Era*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

34. Luis MORENO, *The Federalization of Spain*, London, Frank Cass, 2001.

35. En soi, cette autonomie n'explique évidemment pas l'orientation idéologique des provinces, car l'Alberta, qui défend et utilise sa propre autonomie institutionnelle, n'en possède pas moins une culture politique de droite. Toutefois, dans le cas du Québec, il est clair que les institutions fédérales rendent possible l'élaboration de politiques sociales typiquement plus progressistes que celles adoptées dans d'autres provinces canadiennes.

En général, notre article souligne le fait que, dans le domaine des politiques économiques et sociales, le nationalisme n'est pas toujours ancré à droite. Ainsi, malgré l'influence indéniable des idées économiques néolibérales depuis les années 1980, le nationalisme québécois demeure généralement orienté vers la gauche. Pour expliquer ce phénomène, nous avons exploré une série de facteurs tout en nous tournant vers l'expérience de mouvements nationalistes actifs dans des pays comme la Belgique, l'Espagne et le Royaume-Uni. Pour ce qui est du cas québécois, notre analyse souligne l'importance des clivages socio-économiques et du mouvement ouvrier ainsi que le poids des institutions politiques fédérales canadiennes, qui rendent ironiquement possible l'étatisme au cœur du nationalisme post-Révolution tranquille. Reste à savoir si, à l'avenir, des changements sociaux et politiques (par exemple, un déclin du mouvement syndical) ou des luttes internes au sein du Parti québécois seraient capables de fragiliser encore davantage l'alliance entre le nationalisme souverainiste et l'étatisme de gauche. Comme le montre la discussion consacrée au Québec des années 1960, le nationalisme peut brusquement changer d'orientation idéologique dominante sous l'impact de rapides mutations économiques, sociales et politiques. Il serait donc une erreur de tenir pour acquis le caractère progressiste du nationalisme québécois, et ce, bien que son enracinement à gauche demeure clair, du moins pour le moment.